

COMMUNE D'ANGLEFORT

AMENAGEMENT DE L'ENTREE SUD

RD 992 / Chemin de Mansin

Travaux de réalisation

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Règlement de la Consultation

Maître de l'ouvrage

Commune d'ANGLEFORT

230 Rue de la Mairie

01 350 ANGLEFORT

T. 04 50 56 17 16

F. 04 50 56 22 57

E : mairie.anglefort@gmail.com

Maîtrise d'oeuvre

G.S.M. SARL

Géomètres-Experts Ingénierie

149 Rue de la République

01302 BELLEY Cedex

T. 04 79 81 10 91

E: geometres@gsm-belley.com

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE CONSULTATION

Le marché régi par le présent règlement concerne les travaux de réalisation de :

AMENAGEMENT DE L'ENTREE SUD

RD992/Chemin de Mansin

Travaux de Voirie et de Réseaux Divers

Voirie et Réseaux Divers

Maître de l'ouvrage :

Commune d'ANGLEFORT

230 Rue de la Mairie 01350 ANGLEFORT

T. 04 50 56 17 16 F. 04 50 56 22 57 E. mairie.anglefort@gmail.com

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs au nantissement et cessions de créances :

M. Bernard THIBOUD, Maire d'ANGLEFORT en exercice

Représentant du Pouvoir Adjudicateur :

M. Bernard THIBOUD, Maire d'ANGLEFORT en exercice

Comptable assignataire des paiements :

Trésorerie d'Oyonnax

Maîtrise d'œuvre

Groupement

Cabinet GSM

Géomètres-Experts Ingénierie des VRD

149 Rue de la République - 01302 BELLEY Cedex

Tel : 04-79-81-10-91 - geometres@gsm-belley.com

Le dossier est disponible sur la plate-forme dématérialisée :

<https://marchessecurises.fr>

Date et heure limites de remise des offres :

Vendredi 29 Novembre 2024 – 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION

ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1 ÉTENDUE ET MODE DE LA CONSULTATION
2-2 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS
2-3 INTERVENTIONS DES ENTREPRISES
2-4 SOUS TRAITANCE
2-5 VARIANTES ET OPTIONS
2-6 DELAI D'EXECUTION
2-7 MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION
2-8 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES
2-9 MESURES PARTICULIERES EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION
DE LA SANTE
2-10 MODE DE REGLEMENT

ARTICLE 3 PRESENTATION DES OFFRES

ARTICLE 4 CONDITIONS DE PARTICIPATION ET JUGEMENT DES OFFRES

ARTICLE 5 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

ARTICLE 6 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne :

AMENAGEMENT DE L'ENTREE SUD

RD992/Chemin de Mansin

Travaux de Voirie et de Réseaux Divers

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1.- ÉTENDUE ET MODE DE LA CONSULTATION

La présente consultation, sous la forme d'une procédure adaptée est lancée sans variante.

Elle est soumise aux dispositions de l'article R.2123-1 et R.2123-4 du Code de la Commande Publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit d'attribuer le marché sur la base des résultats issus de la remise des offres initiales, soit de négocier sur tout ou partie du contenu de ces dernières.

Cette négociation concernera l'ensemble des entreprises ou des groupements ayant remis une offre appropriée et régulière.

2-2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

L'opération est maintenue en un seul lot dans la mesure où la distinction entre les réseaux n'est pas pertinente au regard de la communauté de réalisation de réseaux semblables à construire dans une unité de lieux et de temps. Les réseaux sont en effet susceptibles de se réaliser en tranchée et réfection commune des chaussées.

L'opération est réalisée en une seule tranche.

2.3 - INTERVENTION DES ENTREPRISES

Le marché sera conclu soit avec un entrepreneur unique, soit avec un groupement d'entreprises solidaires.

2.4 – SOUS TRAITANCE

S'ils envisagent de sous-traiter une partie des prestations faisant l'objet du présent marché, les candidats doivent, avec leur offre, fournir une déclaration mentionnant :

- la dénomination du ou des sous-traitants auxquels ils comptent faire appel,
- les capacités professionnelles et financières du ou des sous-traitants,
- la nature des prestations sous-traitées,
- le montant des prestations sous-traitées,
- les conditions de paiement des prestations sous-traitées et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- une déclaration du ou des sous-traitants indiquant qu'il(s) ne tombe(nt) pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché vaut alors acceptation du ou des sous-traitants et agrément de ses ou de leurs conditions de paiement.

2.5 - VARIANTES ET OPTIONS.

Les variantes ne sont pas acceptées.

Le dossier de consultation ne comporte pas d'option.

2.6 - DELAI D'EXECUTION

Les délais d'exécution du marché sont fixés dans le cadre de l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

2.7 - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard dix jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

2.8 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé dans l'acte d'engagement. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-9 - MESURES PARTICULIERES EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Le chantier est soumis aux dispositions du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 concernant la sécurité et la protection de la santé.

2-10 – MODE DE REGLEMENT

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement à 30 jours à réception de la facture.

ARTICLE 3 - PRESENTATION DES OFFRES

a) Les offres des concurrents seront rédigées en langue française. Cette obligation porte également sur tout document annexe en langue étrangère qui devra être accompagnée d'une traduction par personne assermentée.

b) Le dossier de consultation comporte les documents suivants :

- l'attestation de visite du chantier
- le règlement de la consultation (RC)
- l'acte d'engagement (AE),
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- les plans des travaux,
- le bordereau des prix unitaires (BPU),
- le détail estimatif (DQE),
- les récépissés de Déclaration de Travaux,
- le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé

Le dossier à remettre par les concurrents comprendra les pièces suivantes :

A - Un dossier de candidature constitué des documents suivants :

Les pièces devront impérativement :

- **être numérotées dans l'ordre et rassemblées sous forme d'un fascicule unique,**
- **ne pas comprendre ni publicité, ni pièces anciennes.**

Le dossier présentera la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article R.2343-3 du code de la Commande Publique, soit :

1. Une lettre de candidature (DC1) portant une déclaration sur l'honneur justifiant que l'entreprise n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L2141-1 à 11; L.2341-1 du Code de la Commande Publique.
2. Si l'entreprise est en redressement judiciaire, joindre une copie du ou des jugements prononcés.

3. Une déclaration sur la conformité de l'entreprise au regard des articles L 5212-1 à L.5212-11 du code du travail

Le dossier apportera les renseignements associés à la capacité économique et financière de l'entreprise prévus aux articles R.2142 1 à R.2142-14 du Code de la Commande Publique :

4. Une déclaration concernant le chiffre d'affaire H.T. global des trois derniers exercices clos ainsi que le chiffre d'affaire relatif au même domaine que les travaux, objet du marché (DC2). Les extraits de bilans concernant les trois dernières années.
5. Une déclaration concernant la couverture des risques professionnels

Les renseignements concernant les références professionnelles et les capacités techniques des entreprises tels que prévus aux articles R.2142 1 à R.2142-14 du Code de la Commande Publique:

6. Une déclaration indiquant les effectifs annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
7. Un état descriptif des moyens matériels du candidat disponibles pour la réalisation de contrats de même nature,
8. Une liste des principales références représentatives dans le domaine objet du marché, effectuées au cours des cinq dernières années. Indiquer la nature des travaux, leur montant, leur date et les coordonnées du maître de l'ouvrage public ou privé.
9. Le(s) certificats(s) de qualification de l'entreprise.
La preuve de la qualification de l'entreprise peut être apportée par la production d'une copie de certificats d'identité professionnelle.
10. L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public.
11. Le DC2 mis à jour ou une déclaration sur l'honneur, datée et signée :
 - que le candidat et le signataire ne tombent pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics.
 - que le candidat a satisfait à l'ensemble de ses obligations en matière fiscales et sociales dans les conditions précisées à l'article L.2141-2 du Code de la Commande Publique.
 - que l'entreprise ou toute personne ayant agi sous son couvert, présente dans l'entreprise, n'ont pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8231-1, L.8241-1 et L.8251 du code du travail.
 - que l'entreprise est en règle au regard des articles L 5212-1 à L.5212-11 du code du travail.

Le signataire indiquera ses noms et qualité et, pour les sociétés, s'il n'est pas un dirigeant de droit, justifiera de son pouvoir. A défaut, la candidature sera rejetée.

Les entrepreneurs soumissionnant sous forme d'un groupement devront joindre un mandat établi dans les formes réglementaires (procuration civile). Pour ce faire, les candidats pourront utilement employer le modèle DC1 de l'Imprimerie Nationale.

Les capacités des sous-traitants peuvent être prises en compte conjointement avec celles du candidat si celui-ci joint à son dossier de candidature un dossier pour chaque sous-traitant comportant les mêmes documents et renseignements que pour lui-même. En outre, un engagement écrit de chaque sous-traitant devra être joint au dossier et une annexe renseignée de sous-traitance sera jointe à l'offre pour chaque sous-traitant proposé.

Si le candidat le souhaite, il peut également joindre :

- une copie de son état annuel des certificats reçus (type ex-NOT12) ;
- les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5-1° ou D.8222-7-1° ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.
- une attestation sur l'honneur que le travail réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-1, L.3243-2 et L.3243-4 et L.1221-10, L.1221-13, L.1221-15 du code du travail ;

En cas d'absence ou de caractère incomplet de l'un des documents ci-avant désignés devant figurer au dossier de candidature, le pouvoir adjudicateur, en application des articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la Commande Publique demandera aux candidats concernés de compléter leur dossier dans un délai de trois jours.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du Code de la Commande Publique. Ce document doit être établi conformément au modèle type fixé par le règlement de la Commission Européenne.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique par l'un des liens suivant : <https://ec.europa.eu/tools/espdl/> ou <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Les modèles de formulaires sont téléchargeables gratuitement sur le site internet du ministère de l'Economie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>.

B - Un projet de marché comprenant :

- a) **Un acte d'engagement** : cadre ci-joint à compléter, daté et signé par les représentants qualifiés de toutes les entreprises concourantes ayant vocation à être titulaires du marché ou par le mandataire seulement si le mandat est joint à la déclaration visée au A du présent article.
Cet acte d'engagement sera accompagné des **sous-détails de prix** demandés au CCAP, ainsi qu'éventuellement par les **demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement**, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe du cadre d'acte d'engagement en cas de sous-traitance). Que les sous-traitants soient désignés ou non au marché, le concurrent devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter.
- b) **Le bordereau des prix unitaires et le détail estimatif**, cadres ci-joints à compléter.
- c) **Le cahier des clauses administratives particulières** à accepter sans modification et à signer.
- d) **Le cahier des clauses techniques particulières** à accepter sans modification et à signer.
- e) **Un mémoire justificatif** des dispositions que le concurrent se propose d'adopter pour l'exécution des travaux, notamment :
 - L'organigramme fonctionnel du chantier, mentionnant les noms des personnels d'encadrement, ainsi que leur curriculum vitae,
 - La liste des sous-traitants que le concurrent envisage de proposer à l'acceptation du maître de l'ouvrage après la conclusion du marché, en particulier s'agissant des prestations pour laquelle elle, ou aucun membre du groupement ne dispose des compétences nécessaires,
 - Les moyens que l'entreprise envisage de mobiliser spécifiquement sur ce chantier: matériel, outillage, topographie, contrôles, sécurité
 - Des indications concernant la provenance des principales fournitures et les références des fournisseurs correspondants,
 - Les dispositions mises en oeuvre pour le maintien des voies en bon état de propreté,
 - Le Schéma organisationnel d'Assurance Qualité que l'entreprise mettra en œuvre pour les études d'exécution,
 - L'organisation que l'entreprise mettra en oeuvre pour la réalisation des travaux, en particulier en matière de balisage et de sécurité,
 - Les dispositions que l'entreprise mettra en œuvre en vue de respecter :
 - les délais,
 - la qualité des prestations,
 - la sécurité,
 - et l'environnement

En ce qui concerne notamment le respect des délais, l'Entreprise :

- **fournira un planning général** des travaux faisant apparaître les différentes tâches à exécuter, par nature de travaux et par secteur (préparation, démolitions, terrassements, réseaux, voirie,...) , leur enchaînement et coordination ainsi que la mise en regard des cadences.
- **justifiera** à cet effet **les cadences** permettant de mettre en adéquation **et spécifiquement à ce chantier** les moyens et le délai.

En cas d'absence ou de caractère incomplet de l'un des documents ci-avant désignés devant figurer au dossier marché, le pouvoir adjudicateur, en application des articles R.2144-1 à R2144-7 du Code de la Commande Publique demandera aux candidats concernés de compléter leur dossier dans un délai de trois jours.

Au-delà de ce délai, le maintien de l'absence l'un des documents ci-avant désignés devant figurer au projet de marché, constituera un motif d'irrecevabilité de l'offre.

Conformément à l'art.R.2143-16 du Code de la Commande Publique, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments et documents rédigés dans une autre langue.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE PARTICIPATION ET JUGEMENT DES OFFRES

La visite préalable sur rendez-vous (c.f. art. 3.B.b) est obligatoire. Toute offre n'étant pas en mesure de justifier de cette visite obligatoire sera écartée.

Le marché ne pourra être attribué au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit les certificats et attestations prévus aux articles R.2143-6 et R.2143-7 du Code de la Commande Publique dans les dix (10) jours à compter de la date de réception de la demande écrite du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L2142-1, L.2152-5 à L.2152-8 du Code de la Commande Publique et dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur éliminera les candidatures qui ne satisfont pas aux niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières requis au dossier A de l'article 3 ci-avant.

Le Maître d'Ouvrage choisira l'offre qu'il juge la plus intéressante après analyse multicritère intégrant :

- le critère «prix» (coefficient de pondération 50%),
- les critères «valeur technique» (coefficient de pondération 50%)

Apprécies à partir des éléments fournis dans le cadre du dossier B défini à l'article 3 ci-avant.

4.1. Critère du prix de l'offre

4.1.1. Vérification des prix.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à leur élaboration, qu'elle estimera nécessaires.

Dans le jugement de la consultation, le montant figurant à l'acte d'engagement prévaut sur toute autre pièce. En cas de prix aberrants ou d'erreurs de multiplication, d'addition ou de report, l'entrepreneur sera tenu de rectifier les prix pour les harmoniser avec le montant figurant à l'acte d'engagement. En cas de refus de l'entrepreneur, son offre sera éliminée.

4.1.2. Notation du critère prix

Le prix sera noté suivant la règle ci-dessous puis pondérée selon le coefficient écrit ci-dessus :

$$\text{Note de l'offre à analyser} = 10 \times \frac{(X_{md})}{(X)}$$

Avec X_{md} = Montant de l'offre la moins disante

X = Montant de l'offre à analyser

Sur la base de cette règle :

- L'offre la moins disante se verra attribué la note de 10 points (sur 10)
- Les offres dont le montant sont supérieur à deux fois l'offre la moins disante se verront affecter une note égale à 0 (sur 10) après neutralisation de la règle arithmétique précitée.
- Cette note sera ensuite pondérée selon le coefficient affecté au critère prix (cf. § 4 ci-dessus).

4.2. Critère de la valeur technique de l'offre

La notation de ce critère sera établie en fonction des éléments recueillis dans le mémoire technique.

Chaque point se verra attribuer une note sur 1 suivant la clef de notation suivante :

- | | |
|---|---------|
| - Pas de réponse ou réponse incohérente : | 0 /1 |
| - Réponse insuffisante : | 0,25 /1 |
| - Réponse correcte : | 0,50 /1 |
| - Réponse Satisfaisante : | 0,75/1 |
| - Très bonne proposition : | 1/1 |

Elle sera basée sur la qualité et la pertinence des informations fournies portant sur les trois points suivants affectées d'un coefficient spécifique. L'ensemble de la notation technique sera donc noté sur 10 points.

Cette note sera ensuite pondérée selon le coefficient affecté à l'ensemble du critère technique (cf. § 4 ci-dessus).

1. **Organisation générale du chantier, Sécurité du personnel et des riverains, propreté : coef 3**

L'entreprise présentera, en regard des points ci-dessus, l'organisation générale du chantier.

- Le phasage envisagé en justifiant des mesures permettant d'assurer le maintien sous circulation des zones non travaillées.
- Les mesures de signalisation temporaire assurant la sécurité sous circulation.
- Les mesures techniques et le matériel utilisés pour le maintien des accès des piétons et des riverains.
- Les procédures et moyens mis en œuvre prévus pour assurer la veille et l'application des mesures de sécurité dans et autour du chantier ainsi, en particulier, que les mesures adoptées pour assurer l'accès des secours en tout lieu et à tout moment.
- Les procédures et moyens mis en œuvre pour assurer le maintien d'un bon niveau de propreté du chantier et des alentours.

2. **Organisation de l'entreprise et moyens mis en œuvre pour respecter le planning d'exécution : coef.4**

L'entreprise présentera

- L'organisation de l'encadrement, ainsi que le personnel affecté au chantier en décrivant les qualifications, expériences, organigramme, distribution des tâches.
- La composition des ateliers (en personnel et matériel) et les cadences détaillées par nature de travaux et par phases.
- La synthèse des moyens, phases, points d'arrêt et les délais associés sur un planning en vue de démontrer l'adéquation de la proposition technique et le délai annoncé.

3. **Environnement : coef 3**

L'entreprise présentera les procédures et moyens mis en œuvre pour rechercher un faible impact environnemental. Elle justifiera des protocoles, mesures ou dispositifs mis en place tant sur le chantier que plus largement dans son approche du métier pour optimiser la gestion éco-responsable de l'opération (à titre d'exemple : nettoyages, recyclages, suivi des bilans carbone, mesures compensatoires, etc.)

4.3. Note totale et classement des offres.

La note totale sur 20 points est obtenue en additionnant les notes pondérées des chapitres 4.1 à 4.2.
Le classement des offres a lieu ensuite par ordre décroissant, de la note la plus forte à la note la plus faible.
Si deux offres obtiennent la même note, le critère prix sera alors prédominant.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

5.1. Transmission

Les offres seront déposées obligatoirement sur la plate-forme de dématérialisation
<https://marchessecurises.fr>

La transmission des plis sur support physique électronique (CD, Clef USB...) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (individualisation des pièces de l'offre dans un fichier). Chaque transmission fera l'objet d'une date de réception et d'un accusé de réception électronique.

Fuseau horaire de référence : GMT +1h00 (Paris, Bruxelles).

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement

- la mention « Copie de Sauvegarde »
- l'identification de la procédure concernée,
- le nom du candidat.

Format de transmission : formats généraux (PDF, JPG, DWG, DXF...)

Chaque pièce comportera une signature électronique individuelle au format XAdES, CAdES, PAdES.
La seule signature électronique du pli n'emporte pas la valeur d'engagement du candidat.
Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS.
Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

En l'absence de signature électronique, le marché sera soit signé électroniquement soit manuscritement à l'issue de l'attribution.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

ARTICLE 6– RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les concurrents devront faire parvenir au plus tard dix (10) jours avant la date limite de remise des offres leur demande via leur profil acheteur.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à l'entreprise ainsi qu'éventuellement à toutes les entreprises ayant retiré le dossier si la réponse est de nature à influencer les offres.

Les rendez-vous de visite sur site sont à organiser avec :

Mairie d'Anglefort

230 Rue de la Mairie
01350 ANGLEFORT

Téléphone : 04.50.56.17.16
Télécopie : 04.50.56.22.57

Site web : www.anglefort.fr
Courriel : mairie.anglefort@gmail.com

Horaires d'ouverture de la Mairie

Lundi, Mercredi - Vendredi : 8 h - 12 h
Mardi - Jeudi : 13 h 30 - 17 h 30

M. Bernard THIBOUD
Maire en exercice